

espérer en trouver. Or, au regard du statut de zone de protection intégrale que revêt l'aire centrale et de l'interdiction d'accès par l'INERA, seules les populations résidentes à la station de l'INERA vont jusqu'à cet endroit pour le récolter et le vendre. Mais, notre étude ne porte pas sur les femmes de la station de l'INERA-Luki. Compte tenu de cette rareté du *Gnetum africanum*, nous n'avons pas rencontré à Mangala de femmes cueilleuses et commerçantes de *fumbwa*. D'ailleurs, les femmes utilisent l'expression « le *fumbwa*: dépend de l'horoscope » pour désigner la rareté du *Gnetum africanum*. Tout ce qui y est parfois récolté et ce, de manière occasionnelle, ne sert qu'à la consommation domestique.

Par contre, il est principalement récolté et commercialisé à Maduda où les femmes vont dans les groupements et les secteurs voisins, notamment celui de Nganda-Sundi pour en cueillir. Ceci s'explique par le fait qu'il n'en existe plus dans leur forêt, et, lorsqu'il en existe, les feuilles sont de petites tailles et ne sont pas aimées par les commerçants. Pour en trouver, elles sont obligées de parcourir de longues distances et de passer des nuits en forêt pour espérer rentrer avec quelques bottes. Cette rareté se justifierait par l'ouverture des champs pour l'agriculture et un nombre important de femmes impliquées dans sa cueillette selon les femmes. Signalons que cette plante entre dans l'alimentation des populations de Maduda, mais pour en manger, il faut passer la commande à une cueilleuse. Pour cela, il est assez difficile d'en rencontrer sur le marché, si oui le jour de la collecte par le commerçant. Pour faire une prise de vue du *Gnetum africanum*, nous sommes allés de cueilleuse en cueilleuse, où nous avons rencontré chez l'une, un stock en attente pour la livraison comme l'illustre la photo suivante:



Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo 5 : *Gnetum africanum* en attente pour livraison

Il est par ailleurs important de souligner que, les méthodes de récolte signalées par les femmes sont de nature à compromettre la pérennité de la plante à Maduda. En effet, une fois que la feuille de *Gnetum africanum* est récoltée, la liane est également coupée pour les nouer.

Or, c'est sur ces lianes que devraient pousser de nouvelles feuilles, aussi lorsqu'elles sont en face d'un arbre sur lequel rampe du *fumbwa* et que la hauteur est grande, elles sont obligées de l'abattre pour en récolter.

Vue de cette manière, il y a lieu d'avoir une vision pessimiste quant à ce qui concerne la pérennité de cette plante aux multiples vertus à Maduda.

Les plantes médicinales. Elles font partie de la seconde catégorie des PFNL récoltés par les femmes dans les deux sites étudiés. En cas de maladies dans la famille, certaines femmes adoptent plusieurs itinéraires thérapeutiques. Pour cela elles font d'abord recours à l'automédication en employant les plantes médicinales qu'elles récoltent soit tout près de la maison ou bien elles vont les chercher dans la forêt. Ainsi, nos enquêtes ont répertoriées 17 plantes médicinales présentées dans l'annexe 2.

Dans nos enquêtes, nous n'avons pas rencontré de femme faisant le commerce de ces plantes. Cependant, les femmes enquêtées ont fait état des pressions sur certaines espèces notamment celles qui poussent dans les forêts. Ces pressions sont causées principalement par l'ouverture des champs pour l'agriculture, la carbonisation et des méthodes de récolte peu commode qui induisent la rareté de ces dernières. C'est le cas par exemple pour le Kongo bololo (*Morinda morindoides*), de Bibakuti (*Hypseladelphis scandens*), Nkutu nkutu (*Marsdenia latifolia*), Kikuadi (*Garcinia epunctata*). Selon les femmes, à Mangala par exemple, il faut parfois aller jusqu'à la zone tampon voire l'aire centrale de la réserve pour en trouver.

A cause des nombreuses vertus thérapeutiques et des pressions exercées sur certaines de ces plantes, il y a des femmes qui procèdent à leur domestication. C'est le cas de la culture dans les jardins de case du Bulukutu (*Lippia adoensis*) et du Mvumbi mvumbi (*Newbouldia laevis*). Mais, en ce qui concerne celles qui poussent dans et autour du village, c'est –à-dire dans le milieu habité, ces dernières souffrent des variations saisonnières de climat qui se manifestent par leur disparition en saison sèche.

Le Mungiengie (*Spondias mombin*) qui est utilisé comme piquet pour les clôtures autour des maisons sert non seulement comme plante médicinale, mais aussi, son fruit est consommé, son jus est extrait pour la consommation et apparaît aussi comme un agent conservateur pour les produits transformés à cause de son acidité.

D'une manière générale, une étude mérite d'être menée pour aboutir à une détermination complète de l'ensemble des potentialités que l'on peut tirer de ces différentes plantes médicinales qu'utilisent les femmes de Maduda et de Mangala.

Les champignons. Bien que saisonnier, ils ne sont récoltés dans la plus part des cas que pour l'autoconsommation d'où la difficulté observée lors de l'estimation des quantités vendues. Leur apparition périodique présente tout de même des déficiences selon les propos des femmes enquêtées. Ces déficiences sont principalement dues aux problèmes climatiques qui perturbent la pousse des champignons au moment où ils sont attendus. Les espèces récoltées sont celles présentées à l'annexe 3.

Selon les femmes enquêtées, pendant la période de récolte, le plus souvent, se sont les enfants qui s'y intéressent. Par contre, ce n'est qu'occasionnellement lors des travaux champêtres que les femmes peuvent en trouver et en ramasser. Tout comme pour les plantes médicinales, il s'avère nécessaire qu'une étude pouvant aboutir à leur inventaire total soit conduite à Maduda et dans la RBL.

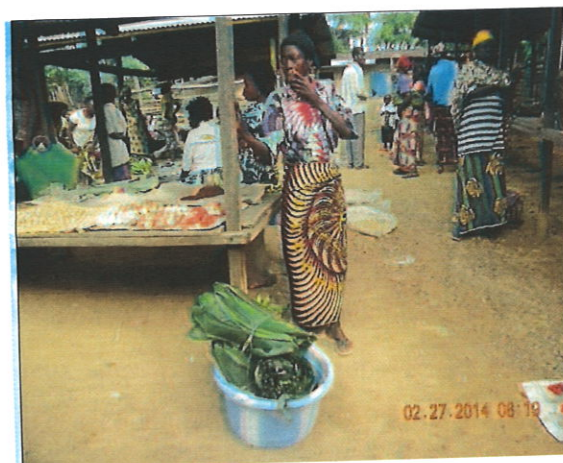
La cueillette des feuilles de marantacées. Si à Maduda on peut encore récolter ces feuilles, telles n'est pas le cas à Mangala. En effet, dans la zone tampon de la réserve de biosphère de Luki, en raison de la forte pression causée par l'ouverture des champs pour l'agriculture et l'abattage des arbres pour la carbonisation, on note une rareté de ces feuilles. Il n'en existe d'ailleurs plus que dans l'aire centrale selon les propos véhiculés par les femmes. Alors, les feuilles de marantacées qui sont utilisées sont achetées auprès des femmes provenant de l'agglomération de Lemba voisin à Mangala. C'est ainsi que, même les femmes des autres villages des environs de Mangala, s'en approvisionnent auprès des femmes de Lemba, mais au niveau de point d'échange de Mangala (photo 6).

La rareté voire la disparition de ces feuilles est une menace pour les villageois, car ces feuilles sont utilisées dans la cuisson des *chikwanges*, aliment de base des communautés locales. Jadis utilisées comme emballage pour les produits achetés elles sont progressivement remplacées par des sachets plastiques. Ce qui peut à la longue posé un problème de gestion des déchets plastiques en milieu rural, un phénomène propre aux zones urbaines.



Cliché : E. LONPI, mars 2014

Photo 6 : Collecte et transport des feuilles de marantacées

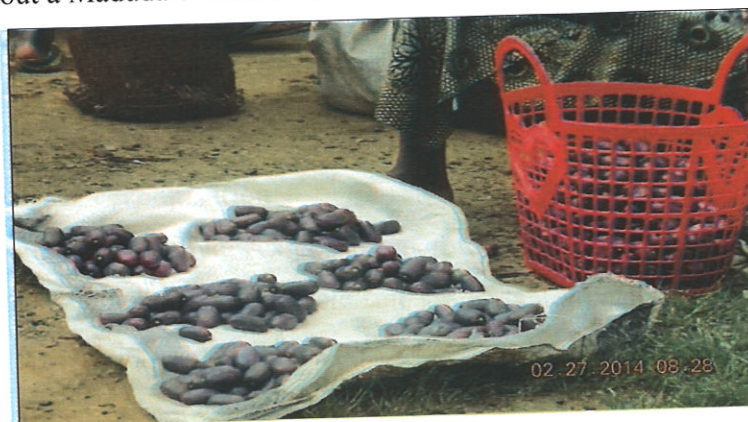


Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo 7 : Commerce de feuilles de marantacées à Maduda

Par contre à Maduda, ces feuilles font l'objet d'un commerce au regard de sa présence sur le marché local (Photo7). Mais, les quantités vendues ne sont pas maîtrisées par les femmes faute de statistiques.

Les fruits. Ceux qui sont récoltés et commercialisés sont les fruits du safoutier (*Dacryodes edulis*), de l'oranger (*Citrus sinensis*), du mangoustanier (*Garcinia magostana*), de l'avocatier et du kolatier (*Cola acuminata*). Les méthodes de prélèvement sont le ramassage et la cueillette. La situation commerciale des fruits est similaire à celle des plantes médicinales, des champignons, des feuilles de marantacées où les femmes n'ont pas pu donner les quantités commercialisées et surtout où il a été déclaré que seul les enfants sont les plus impliqués et les hommes pour la récolte et la vente des fruits. Pourtant, leur présence sur le marché et surtout à Maduda est observée.



Cliché : E. LONPI, février 2013

Photo 8 : Commerce en détail des fruits de *Dacryodes edulis* à Maduda

b) La pratique de l'artisanat

génératrices de revenus, ces couples sont obligés de s'y livrer pour la survie. La carbonisation se fait de manière frauduleuse dans la réserve de biosphère de Luki avec la complicité des ayants droits de la terre, dans la concession de l'Agriumbe-Luki et de la brigade forestière de reboisement de Luki.

Dans cette activité, la femme de Mangala participe en tant que restauratrice en apprêtant le repas des travailleurs, ramasseuse en empilant le charbon dans le sac, transporteuse et livreuse. Selon certaines informations recueillies lors des focus à Mangala, il existerait des femmes qui abattent avec leur enfant, des arbres pour la fabrication du charbon de bois, il y en aurait également qui finance l'activité auprès des hommes. Mais, lors de la vérification de ces informations par questionnaire, nous n'y avons pas retrouvé de femmes se livrant de façon directe à cette activité dans ce village, pourtant réputé comme site important de la carbonisation. Peut être cacheraient-elles cette information par peur de représailles parce que l'activité est proscrite dans la RBL? Une observation en une journée nous a permis de dénombrer 70 sacs de charbon de bois transportés principalement par les femmes et livrés aux femmes commerçantes de la ville de Boma.



Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo 11 : Le transport du charbon de bois par une femme à Mangala

Cependant, à Maduda les épouses des militaires se livrent de manière directe à cette pratique. Ces dernières justifient la pratique de l'activité par l'instabilité (des perpétuelles affectations pour service) de leurs époux, ce qui ne leur permet pas de se livrer à l'agriculture. Celles-ci achètent des arbres auprès des autochtones. Dans nos enquêtes, il est ressorti que les arbres sollicités sont les limbas, les safoutiers et les manguiers. Cette information a aiguë notre curiosité au regard de l'importance du safou pour le *Yombe* d'autant plus que nous ne pouvons imaginer le type de besoin capable de pousser à la vente d'un arbre fruitier à 5000 Fc soit un peu plus de 5 \$ US. Alors, il s'agit soit des arbres qui ne produisent plus de fruits ou bien en raison de la pauvreté qui sévit dans ce village on est à mesure de se livrer à une telle

pratique pour répondre à un besoin. La photo 12 ci-dessous présente un four à charbon préparé par une femme à Maduda.



Cliché: E. LONPI, février 2014

Photo12: Four à charbon préparé par une femme à Maduda

Toutefois, il faut souligner que cette pratique à Maduda est une menace pour la forêt ceci dans la mesure où cette activité s'avère alléchante, et aussi au regard du fait qu'une frange de la population de Maduda est en exode à Mangala, où elle pratiquerait la carbonisation dans le contexte de fortes pressions foncières. Leur retour à Maduda serait préjudiciable pour la forêt.

b) La collecte du bois de chauffe

Pour ce qui est du bois de chauffe, dans les deux sites les femmes s'y livrent compte tenu du fait que c'est la principale source d'énergie. A Maduda, le bois est essentiellement collecté pour la consommation domestique. Par contre à Mangala, il sert à la fois à l'alimentation du ménage en énergie et à la commercialisation. Celles qui en vendent n'ont pas pu dire les quantités vendues, ni à combien elles les vendent car les prix dépendent de la taille des fagots. En dehors de ce fait, le plus souvent les hommes sont les plus impliqués à travers la production de grands fagots qui sont surtout vendus aux boulangers sur place dans le village ainsi qu'aux commerçantes de la ville de Boma.

Il est cependant remarqué que le bois de chauffe collecté à Maduda et à Mangala provient non seulement des forêts où de nouvelles terres ont été conquises pour l'agriculture, mais également des anciennes jachères après la mise en feu de la parcelle. Ce qui se justifie par leurs petits diamètres et leurs couleurs noirâtre (photo13).

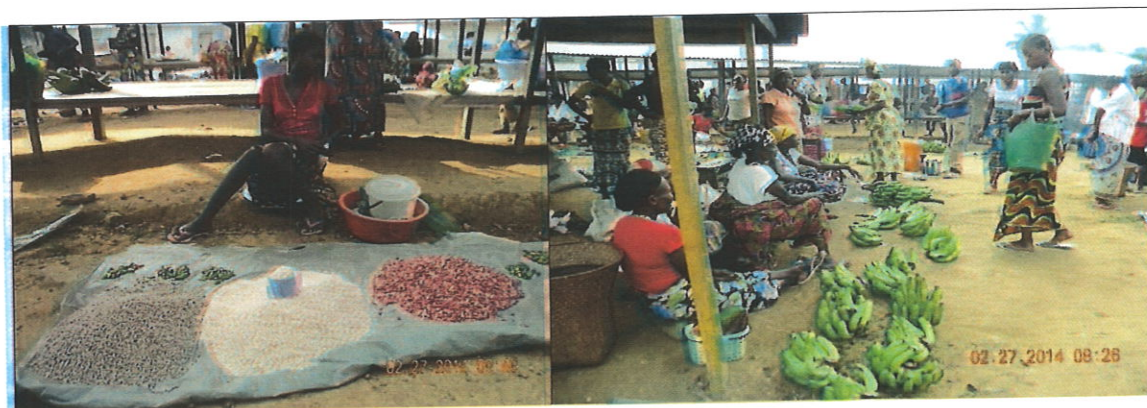


Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo13 : Bois de chauffe aux petits diamètres et de couleur noirâtre

III.1.2. La commercialisation des produits

On note ici deux types de commerce. Celui pratiqué par les femmes productrices et commerçantes et celui pratiqué par les femmes purement commerçantes. S'agissant des femmes productrices et commerçantes, elles font le commerce des produits issus de leurs activités agricoles tel que l'indique la photo 14 ci-dessous, des produits d'élevage, de la collecte des PFNL et de l'artisanat. Il s'agit en fait d'une situation commune aux zones rurales où les productions sont destinées à la fois à la consommation et à la commercialisation.



Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo14 : Commerce de détail des produits agricoles par les femmes productrices et commerçantes sur le marché à Maduda

En ce qui concerne les femmes essentiellement commerçantes, elles se déploient dans le commerce des produits agricoles et des produits manufacturés qu'elles achètent et revendent. Elles représentent en activité principale 3% de la population enquêtée et 5,5% en activité secondaire. Si le commerce accompagne l'activité de production et concerne

également la revente des marchandises achetées, cela veut d'une manière explicite signifier que toutes les femmes que nous avons enquêté sont des commerçantes.

En conclusion, les femmes de Maduda et de Mangala mènent diverses activités. Dans certaines activités, les pratiques et les méthodes sont de nature à occasionner des impacts néfastes sur les ressources forestières. Une perception de ces impacts par les femmes a été étudiée et les résultats sont contenus dans l'annexe 4, suivie d'une matrice des impacts environnementaux sur la forêt par village.

Dans la suite du mémoire, seuls seront prise en compte les produits commercialisés dont les quantités ont été signalées. On sera intéressé par la vente de certains produits agricoles, de l'élevage, de l'artisanat, du *Gnetum africanum*, du charbon de bois ainsi que des produits manufacturés. Cependant, il est d'une grande importance de comprendre d'abord comment fonctionne l'ensemble des activités féminines dans les sites étudiés.

III.2. Le fonctionnement des activités féminines à Maduda et Mangala

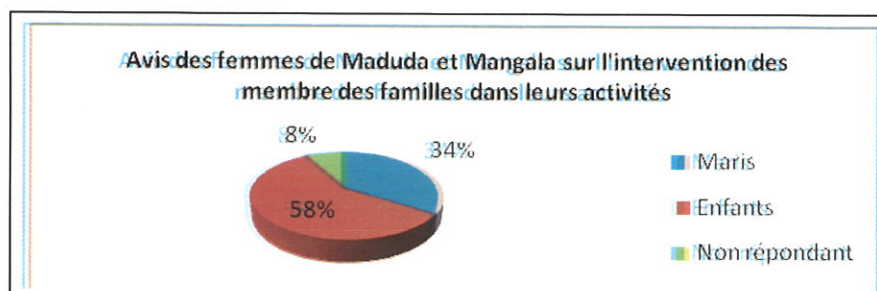
Cette section de notre travail apporte des réponses aux questions ci-après: qui sont les acteurs intervenants dans les activités féminines étudiées plus haut et quel rôle jouent-ils? Est-ce que les femmes travaillent en association ou en réseau?

III.2.1. Les interventions des acteurs et leurs rôles

Plusieurs acteurs aux rôles différents, interviennent à diverses échelles dans les activités des femmes à Mangala et Maduda. Il s'agit des membres des familles, des institutions étatiques, des ONG et des intermédiaires.

III.2.1.1. Intervention des membres de la famille

Les membres de familles qui interviennent dans les activités des femmes de Maduda et de Mangala sont divers. Mais, nous nous sommes intéressés à la participation des maris et des enfants dont la figure 6 résume les avis des femmes.



Source : Enquête de terrain, février-mars, 2014

Figure 7: Avis des femmes de Maduda et Mangala à propos de l'intervention des membres de leurs familles dans l'activité

Selon ces dernières, les enfants interviennent à 58% dans leurs activités, les maris à 34%. Cependant, certaines femmes n'ont pas émis un avis à ce sujet. Cette catégorie de femmes constitue 8%. Les non réponses peuvent être dues au fait qu'effectivement aucun membre de la famille n'est intervenu, le cas des femmes célibataires par exemple, ou encore parce que ces femmes n'ont pas jugé utile de donner une réponse à cette question. Alors pour celles ayant porté un avis, les rôles relatés sont les suivants:

➤ **Les enfants**

Leurs rôles ont été signalés dans l'artisanat, dans la cueillette du *Gnetum africanum* et dans l'agriculture. Ainsi, au niveau de l'artisanat, ils sont chargés de récolter les tiges de rotin en forêt. Ceci est dû au fait qu'à cette étape de la recherche de la matière première, l'activité nécessite beaucoup d'efforts physiques, notamment dans la marche à pied, vu les longues distances à parcourir. Par contre, pour la récolte du *fumbwa*, les enfants et principalement les filles font l'expédition en forêt avec leurs mères où ils les assistent dans la cueillette. Le but étant de recueillir le maximum de bottes possibles compte tenu de la rareté de ce produit. Dans l'agriculture, ils sont présents à l'étape des champs où ils participent au semis, à la récolte et au transport des denrées.

➤ **Les maris**

Les maris sont présents à plusieurs niveaux de l'activité féminine. Leurs implications ont été signalées dans les travaux champêtres où ils s'occupent de la mise en feu du champ pour l'ouvrir, de l'abattage des arbres, du défrichage, du dessouchage, et de la réalisation des trous pour le semis. Ils jouent également un rôle dans la commercialisation des produits. Pour certaines femmes essentiellement commerçantes, c'est parfois l'homme qui est chargé de l'achat de la marchandise et des coûts de transport. Dans ce cas, elles sont souvent soit sous le contrôle du mari ou bien les deux exercent la même activité. Ce cas de figure s'observe aussi au niveau de l'agriculture où le poids de l'homme a été significatif dans la vente des produits agricoles à haute rentabilité. Par exemple, certaines femmes déclarent que dans leurs ménages elles s'intéressent au commerce des sous produits du manioc tel la *chikwangue* et les feuilles de manioc. Par contre le manioc rouillé qui est plus rentable est vendu par les hommes. Or, ces femmes investissent de leur argent, dans les travaux champêtres, hormis cela elles font plus de temps au travail que les hommes.

Cependant, il faut lever l'équivoque en faisant comprendre que pour ces femmes, le contrôle de l'activité par les maris, n'est fondamentalement pas un problème dans la mesure où c'est une situation qui participe à l'équilibre et à l'harmonie de leurs ménages.

Il découle de ce qui précède que l'implication des membres de familles dans les activités des femmes à Maduda et à Mangala traduit le fait que leurs activités sont de micro entreprises à caractère familial.

III.2.1.2. Les institutions étatiques et les ONG

a) L'Etat

Il est représenté par les Ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme.

A Mangala, le Ministère de l'Agriculture œuvre à travers l'INERA-Luki. Ce dernier, en tant qu'institution de recherche est chargé de la production de nouveau matériel végétal, notamment les semences pour lequel il procède à la vulgarisation. Il assure aussi la conservation de la réserve et le reboisement des parcelles dégradées.

En ce qui concerne l'octroie du matériel à la population, il est à noter que l'INERA procède d'abord à une redistribution à ses agents. Lorsqu'il y a des excédents, c'est à ce moment qu'il offre aux fermiers de Mangala qui ont été préalablement ciblés. Pour un suivi, il est remis cinq kilogrammes de semences et à la récolte, le bénéficiaire en retourne six kilogrammes. En 2013, onze fermiers à Mangala parmi lesquels 2 femmes seulement ont reçu la variété améliorée de maïs Quality Protein Maize (QPM). Ce faible nombre de personnes et surtout de femmes qui reçoivent des semences laisse comprendre que l'encadrement apporté aux activités féminines est insuffisant.

Pour ce qui est du Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la Nature et du Tourisme, son action se limite à la conservation des ressources de la RBL par la promotion du reboisement et de l'agroforesterie à travers le fond forestier national. Dans ces actions, les femmes le plus souvent sont faiblement représentées.

Si à Mangala, on note plus ou moins une intervention de l'Etat du fait du statut d'aire protégée de la forêt de Luki, tel n'est pas le cas à Maduda. Dans ce village, aucune action d'encadrement aux activités économiques n'est entreprise en direction de la population et plus particulièrement des femmes.

Il s'observe donc globalement que les activités féminines dans les deux villages sont faiblement appuyées par l'Etat. Les agents pointent du doigt : l'absence de moyens pour les mobilités, la vieillesse des agents et le manque de formation, le manque de produits

phytosanitaires (contre les insectes : charançons et scolytes) qui limitent la production, l'insuffisance de la main d'œuvre dans les différentes institutions.

Or, lorsque l'Etat s'engage à réguler l'accès à la forêt par les populations riveraines en sachant qu'elles y tirent le maximum de leurs revenus, il doit trouver des mesures compensatoires, sinon ces populations chercheront toujours des moyens pour contourner les mesures régulatrices et on restera dans le statu quo.

b) Les ONG

A Mangala, la principale organisation non gouvernementale en présence est le WWF. Il a réussi à former en 2008 un Comité Local de Développement (CLD) au sein duquel siègent 20 personnes au rang desquelles on retrouve 6 femmes dont une trésorière, une sensibilisatrice et une conseillère. Le but du WWF est la conservation des ressources de la RBL à travers la lutte contre la pauvreté. Ainsi, ces actions sont orientées vers le reboisement, l'agroforesterie et l'amélioration de la sécurité alimentaire par le développement du secteur agricole. Pour cela, il fournit du matériel aratoire et végétatif.

Le comité local de développement est considéré comme la courroie de transmission entre le WWF et le reste de la population. Mais, le plus souvent, les actions se limitent au niveau de ces membres. Par conséquent, on observe des insuffisances liées à la rétention des informations au sein du groupe, une mauvaise gestion des appuis offert par le bailleur de fonds (des semences qui ne sont pas plantées à temps, des égraineuses non utilisées), un scepticisme et le découragement développés par la communauté face aux actions entreprises dans le village par les ONG. Ce qui laisse apparaître que l'encadrement et le suivi sont insuffisants et certaines actions mises en place ne répondent pas aux besoins réels de la population.

Dans un contexte où l'Etat n'apporte pas un appui suffisant à la population dont il est garant, laissant le soin de celles-ci aux ONG qui arrivent difficilement à les convaincre par le leurs différentes actions, dans un contexte également où plusieurs acteurs interviennent sur la forêt avec des mêmes objectifs, il se pose un problème de la gouvernance des ressources à la RBL.

A Maduda, la présence d'une ONG apportant un appui aux activités économiques n'a pas été signalée. L'ONGD Inter- action y œuvre uniquement dans l'assainissement du milieu à travers la réhabilitation des points d'eau aménagés.

Au total, aucune mesure dirigée spécifiquement vers l'encadrement des femmes dans leurs activités dans les deux villages n'est observable sur le terrain. Alors, les femmes sont abandonnées à elles-mêmes. Par conséquent, cette situation peut avoir des implications sur les avantages que la femme tire de son activité et limite la volonté de celles-ci à entreprendre.

III.2.1.3. Intervention des intermédiaires

Les rôles de cette autre catégorie d'acteurs dans les activités féminines ont été retenus dans la production et la commercialisation de certains produits agricoles et du *Gnetum africanum*.

a) Les intermédiaires dans la production et la commercialisation des produits agricoles

La figure 7 retrace la filière du manioc de la production à la commercialisation à Mangala et Maduda.

Etape de la production

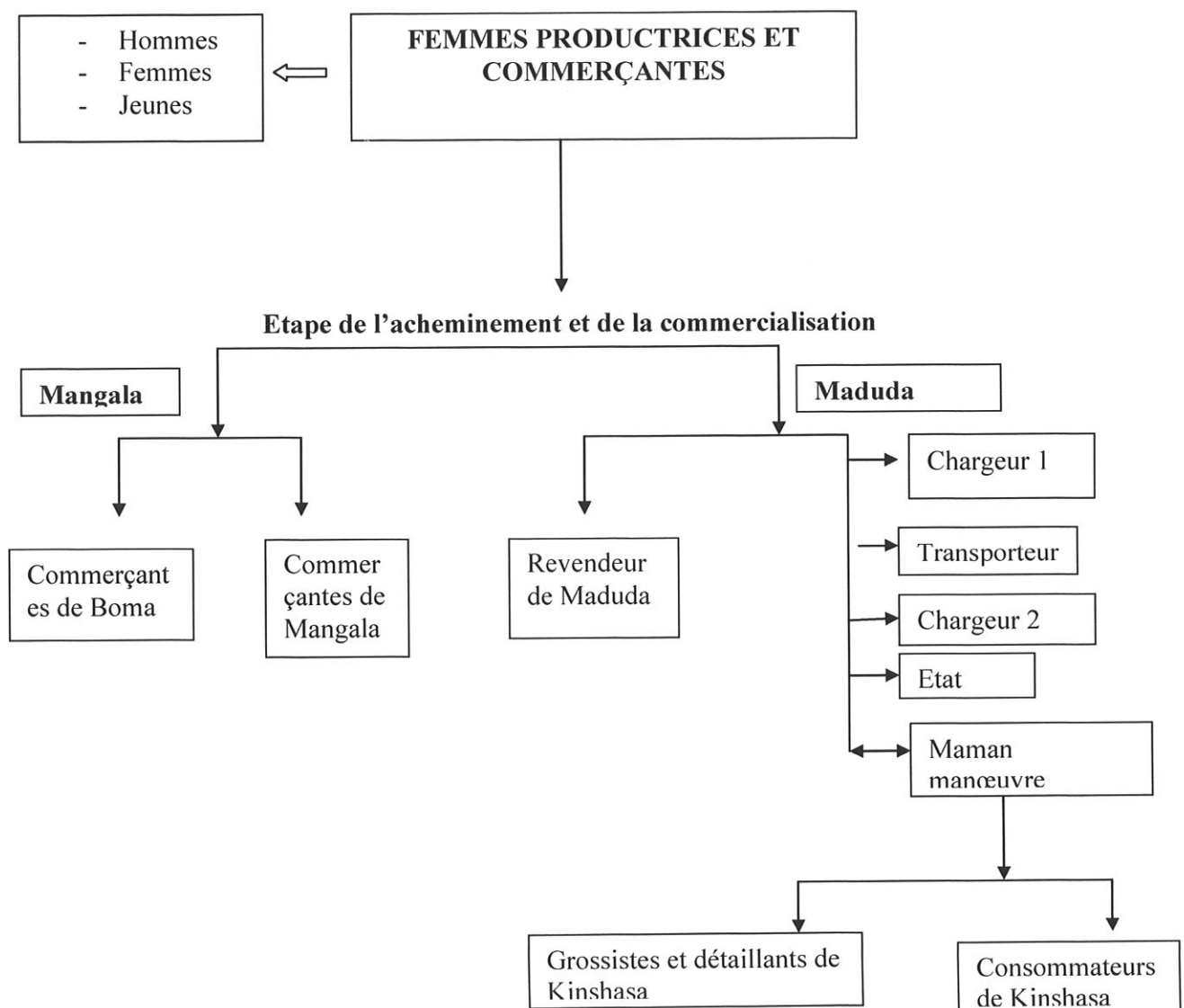


Figure 8: Production, acheminement et commercialisation du manioc roui

➤ L'étape de la production

A ce niveau, la femme de Maduda et de Mangala fait recours à une main d'œuvre rémunérée. Cette main d'œuvre est constituée d'hommes, de jeunes et de femmes. Tout comme les maris et les enfants, ce type d'acteurs interviennent principalement lors de la préparation des champs, de la récolte et lors du transport vers la rivière pour le rouissage et vers le lieu de stockage (photo 15) pour l'attente d'un véhicule qui conduira le produit vers les centres urbains de consommation dont Kinshasa pour le cas de Maduda.



Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo 15 : Stockage de manioc rouillé à Maduda

Sur 100 femmes enquêtées, 47 ont employé une main d'œuvre en 2013. La taille moyenne de la main d'œuvre par femme est de 14 travailleurs. Notons que la taille de cette main d'œuvre diminue de manière progressive de l'étape du travail de champs à celle du transport.

L'usage de la main d'œuvre, permet de considérer que les femmes de Maduda et Mangala, sont des pourvoyeuses d'emplois, bien que ceux-ci soient à caractère saisonnier. En dehors de l'intervention des personnes au stade de la production, au cours de l'acheminement des produits vers les centres de consommation et de commercialisation, on note la présence d'une autre catégorie d'acteurs.

➤ L'étape de la commercialisation

Les acteurs intervenants dans la commercialisation des produits agricoles de Mangala diffèrent de ceux de Maduda. A Mangala, les femmes traitent directement avec les

commerçantes venues de Boma, par contre à Maduda, elles acheminent leurs produits à Kinshasa.

Les femmes productrices et commerçantes de Mangala sont de petites détaillantes. Elles vendent leurs produits aux commerçants installés dans le village, ainsi qu'aux femmes commerçantes en provenance de Boma.

Les commerçantes de Boma paient anticipativement aux femmes de Mangala les produits récoltés. Celles-ci ramènent à leur retour des champs soit du maïs frais en épis, soit du manioc en tubercule, soit du manioc Rouillé, des feuilles de manioc ou « *pondou* » très prisées etc. En dehors du fait qu'elles peuvent ramener des denrées fraîches des champs, il arrive aussi qu'elles vendent les réserves de denrées agricoles.

Toutefois, il n'est pas superflu de faire un point sur le commerce des femmes de Boma pour comprendre l'intérêt qu'elles portent sur ce centre d'approvisionnement en produits qu'est Mangala. En effet, la proximité de Mangala à la ville de Boma qui est le centre de couloir de leur provision est un grand atout dans la mesure où elles parviennent à minimiser les coûts de transport. Facteur contribuant à l'augmentation de leur plus-value. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'elles se sont constituées en association dont le but est d'accroître le capital des membres. Par leur commerce qui d'après elles, paie bien, elles se constituent un épargne par le système des tontines dont les montants varient de 5000 Francs congolais soit environ 6 dollars US à 8000 Fc soit 9 dollars US par semaine.

Leur activité connaît néanmoins des problèmes liés au caractère saisonnier de certaines cultures et au problème de transport qui les oblige parfois à passer des jours avec les produits achetées à Mangala.



Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo 16 : Embarquement nocturne des produits à Mangala

A Maduda, il peut arriver que la productrice commerçante vende une partie de sa production sur place. Dans ce cas, elle sollicite de l'argent pour une quantité de manioc rouillé donnée, à un revendeur/revendeuse qui fait la collecte et la revente à Kinshasa. Le produit est livré plus tard à la demande du pré-payeur.

Mais, le plus souvent, la femme productrice et commerçante de manioc rouillé achemine son produit de Maduda jusqu'à Kinshasa. Se faisant, sur son périple elle a à faire successivement à plusieurs intermédiaires que sont: les chargeurs ou manutentionner, le transporteur, l'Etat par le prélèvement de la taxe de dépôt et l'aide- vendeuse communément appelée «maman manœuvre». S'agissant de cette dernière intermédiaire, c'est-à-dire la maman manœuvre, très souvent, elles récupèrent des sacs de manioc rouillé tout en donnant aux femmes de Maduda soit une bière, soit du thé, ou bien du sucre traduisant ainsi leur joie d'avoir obtenu de la marchandise car elles ont des pourcentages à y prélever à la fin de la vente. Ainsi, la productrice commerçante et l'« aide vendeuse » s'entendent sur la base d'un contrat verbal, sur le pourcentage à percevoir par sac et sur le prix de vente d'un sac de manioc rouillé. Prix communiqué et maîtrisé uniquement par la maman manœuvre dans la mesure où elle est la seule à connaître la clientèle et les mouvements du marché.

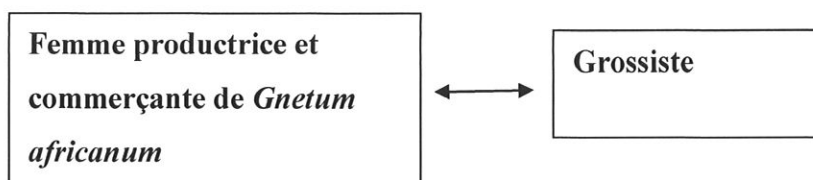
A cause du mauvais état des véhicules et des routes, de la situation du marché à Kinshasa, le voyage des productrices commerçantes de Maduda dure parfois plus d'un mois, soit deux à trois semaines à bord des camions transporteurs, une à deux semaines pour attendre la vente totale de leur produit. Ce qui ne manque pas de conséquences sur la vie des ménages.

Signalons qu'en dépit de l'existence des centres urbains proches de Maduda, ces femmes préfèrent vendre le fruit de leur production à Kinshasa parce que selon elles, la vente y est beaucoup plus rentable. Cette situation pourrait s'expliquer par la présence autour de ces centres urbains de plusieurs villages fournisseurs de manioc rouillé ou bien par le fait que dans ces endroits les populations préfèrent le même produit déjà transformé en *chikwangue*.

Cependant, la question qui se pose est celle de savoir si l'avantage tiré de la vente des produits agricoles à Kinshasa est supérieur à celui des produits vendus à Mangala? Cette question sera examinée dans la partie relative à la détermination des avantages.

b- La commercialisation du *Gnetum africanum*

Dans cette filière de production, on note la présence d'un intermédiaire qui est en même temps le financier et le grossiste. Ce dernier est le seul homme et la seule personne qui procède à l'achat du Fumbwa dans l'ensemble du village Maduda. Le grossiste préfinance la cueillette auprès des femmes cueilleuses-vendeuses. Ces dernières effectuent trois à quatre journées de récolte par semaine pour une moyenne de 20 bottes récoltées par femme.



Il existe aussi des femmes transporteuses, mais qui ne sont ni des intermédiaires, ni des productrices commerçantes. Celles-ci sont également financées d'avance par le grossiste pour aller dans le site de récolte transportées le fumbwa. Le nombre moyen de botte à transporter étant de 150 bottes par transporteuse. Le coût du transport varie en fonction de la distance à parcourir jusqu'au marché de Maduda qui est le point de stockage et de départ pour Matadi lieu de commercialisation.

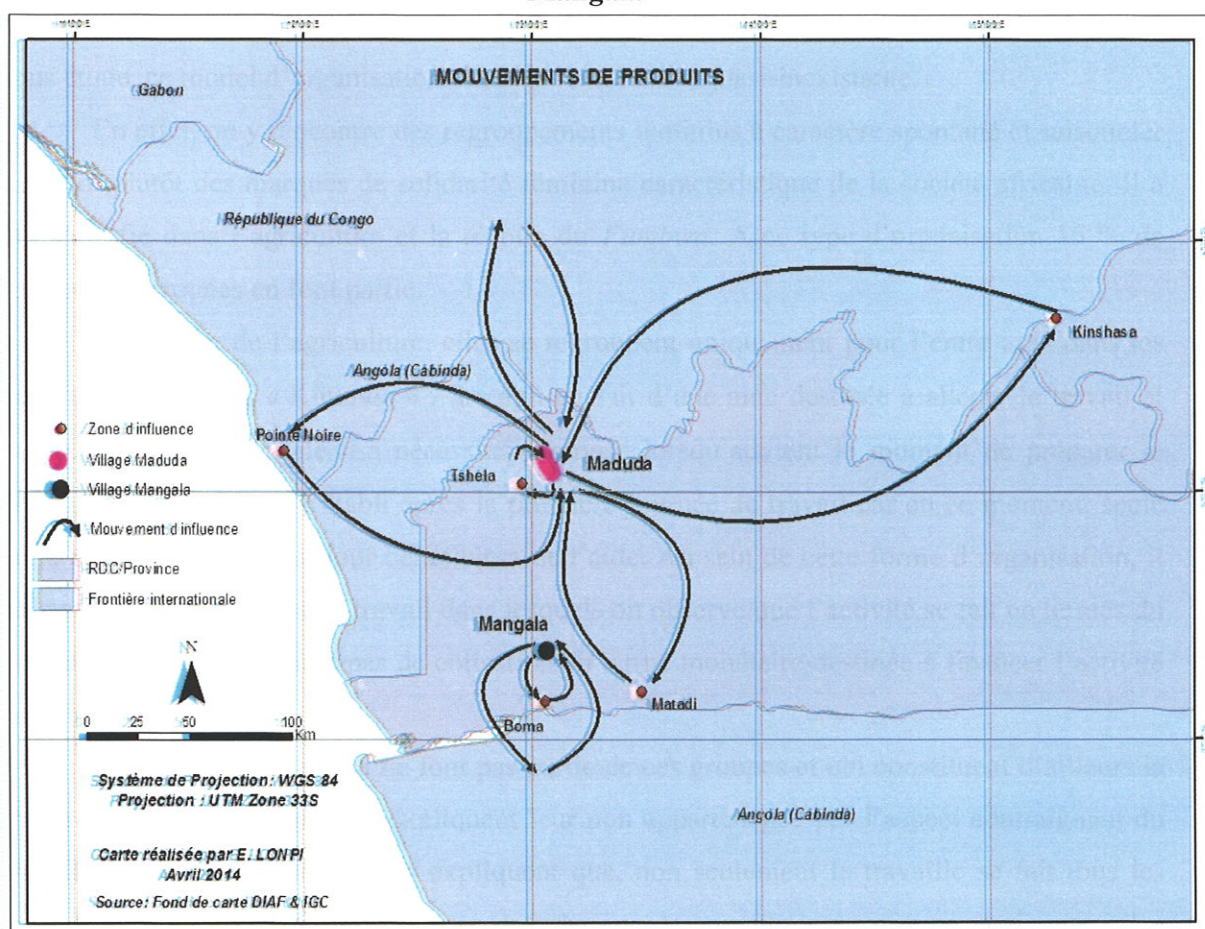
Si la récolte dure en moyenne quatre jours par semaine, la livraison et le transport se font une fois. La récolte se fait de manière rotative par groupement. Le choix du groupement devant faire l'objet de la cueillette se fait en fonction de la qualité des feuilles (les feuilles tendres et larges étant prisées par les clients) et des périodes d'activités champêtres des femmes. En effet, lorsque le grossiste opère ce choix, la récolte se réalise pendant environ quatre mois jusqu'à ce que ne soit produite plus que de petites feuilles. Alors le site est abandonné pendant deux mois au profit des autres.

Cette méthode rotative a pour objectif de permettre la régénération et de donner l'occasion aux futures feuilles d'obtenir de grandes tailles. Mais compte tenue des techniques de collecte peu appropriées et de l'ouverture des champs, la régénération est difficile d'où la rareté de la plante occasionnant le parcours des distances considérables et des veilles en forêt pour la récolte du *Fumbwa*.

D'une manière générale, on retient que plusieurs centres exercent des influences sur l'attitude commerciale des femmes et ceci en fonction du type de produits commercialisés ainsi que de la nature des acteurs intervenants dans leurs activités surtout au niveau de la commercialisation. Ainsi, à Mangala on a comme zone d'influence et principaux marchés Mangala lui-même et Boma. A Maduda, on a Maduda, Tshéla où les femmes surtout les commerçantes vont chercher des produits manufacturés qu'elles revendent à Maduda et les femmes de Tshela qui achètent à Maduda des produits pour une revente à Tshela ; Matadi

pour le *Gnetum africanum*, Kinshasa pour le manioc rouillé, un commerce transfrontalier avec Cabinda en Angola et Pointe noire en République du Congo.

Carte 3: Les principaux marchés et les zones d'influences commerciales de Maduda et Mangala



III.2.2. Le caractère associatif dans les activités féminines de Maduda et Mangala

L'aspect associatif des femmes dans les sites étudiés se présente en deux types : les regroupements féminins liés à l'activité et ceux non liés à l'activité.



Cliché : E. LONPI, février 2014

Photo 17: Un groupe de jeunes cueilleuses à Maduda prête pour l'expédition en forêt

La formation des groupes poursuit deux objectifs :

- but psychologique, par la recherche d'un encouragement lors des marches vers le lieu de travail et surtout diminuer le poids de la fatigue lors du parcours de grandes distances;
- but sécuritaire, étant donné qu'elles passent parfois des nuits en forêt, dont le souci d'une solidarité et d'un soutien mutuel.

Cependant, il existe une autre forme d'organisation des femmes qui n'est pas liée à l'activité. A cette forme de regroupement, 38% de femmes enquêtées en font partie. Il s'agit de ce qu'elles appellent « Musiki »⁴. Celles-ci y font des cotisations justes pour aider les membres en cas de maladie ou de décès et pour réaliser d'autres projets du ménage tels que l'achat d'une parcelle et le paiement des frais scolaire des enfants.

A la lecture de ce qui précède, on retient que les femmes de la forêt du Mayombe et particulièrement celles de Maduda et de Mangala sont des entrepreneures qui emploient en fonction des séquences de leurs activités d'importantes personnes. Mais, elles manquent de mesures d'encadrement ou encore ces mesures existent mais sont insuffisantes. Nous allons voir dans les paragraphes qui vont suivre si dans ce contexte elles parviennent à réaliser un profit de leurs travaux.

III.3. L'impact économique et social des activités féminines

Dans cette partie, il est question de voir l'avantage que la femme tire de son activité, l'impact de cette activité sur son social, notamment dans sa contribution aux charges de son ménage.

⁴ Groupe de femmes qui font des cotisations destinées à l'entre-aide en cas de problème

III.3.1. L'effet économique de l'activité des femmes de Maduda et Mangala

III.3.1.1. Les recettes et les avantages issus des activités des femmes de Maduda et de Mangala en 2013

a) Les unités de mesure et prix appliqués

Pour déterminer les quantités de produits vendues en 2013, notamment celles de certains produits agricoles, la balance a été d'une grande utilité. Pour les estimer nous avons pris comme repère ceux de ces produits qui étaient sur les marchés lors de nos enquêtes. Ce qui nous a permis d'obtenir des bases de calculs. Signalons cependant que cette approche ne permet d'obtenir que des résultats plus ou moins fiables dans la mesure où les enquêtées ne nous ont fourni que des estimations de ce qu'elles pensaient être des quantités vendues en 2013.

Le tableau ci-dessous présente les unités de mesure utilisées ainsi que les prix pratiqués dans les deux villages. Tel qu'il peut s'y observer, les prix varient d'un village à un autre pour une même culture, un même produit et pour une même unité de mesure. C'est par exemple le cas du manioc rouillé, des feuilles de manioc et des cossettes de manioc.

Tableau 3: Unités de mesure de quelques produits commercialisés et les prix pratiqués à Mangala et Maduda

Produits	instruments de mesure	Poids en Kg	Prix pratiqués en Francs congolais
Maïs	Tasse ou « Sarkombi »	1.5	Varie entre 200 et 500
Arachide non décortiquée	Panier	5.35	Varie entre 5000-6000
Manioc roui	Bassines Sac	6.5 117	- Varie entre 1000 et 1500 - 27000 à Mangala et 100 000 à Maduda
Feuilles de manioc ou « Pondou »	Bottes	--	Vendue à 50 à Mangala et 100 à Maduda
Cossette de manioc	Bassine	6.5	500 à Maduda et 600 à Mangala
Fumbwa	Bottes	--	250
Pâte de manioc ou Chikwangue	Baguette	--	Vendue à 200 à Mangala et 100 à Maduda
Elevage	Tête	--	Varie selon le type d'animaux vendus
Paniers	Nombre	--	Varient selon la taille du panier 300 -1000

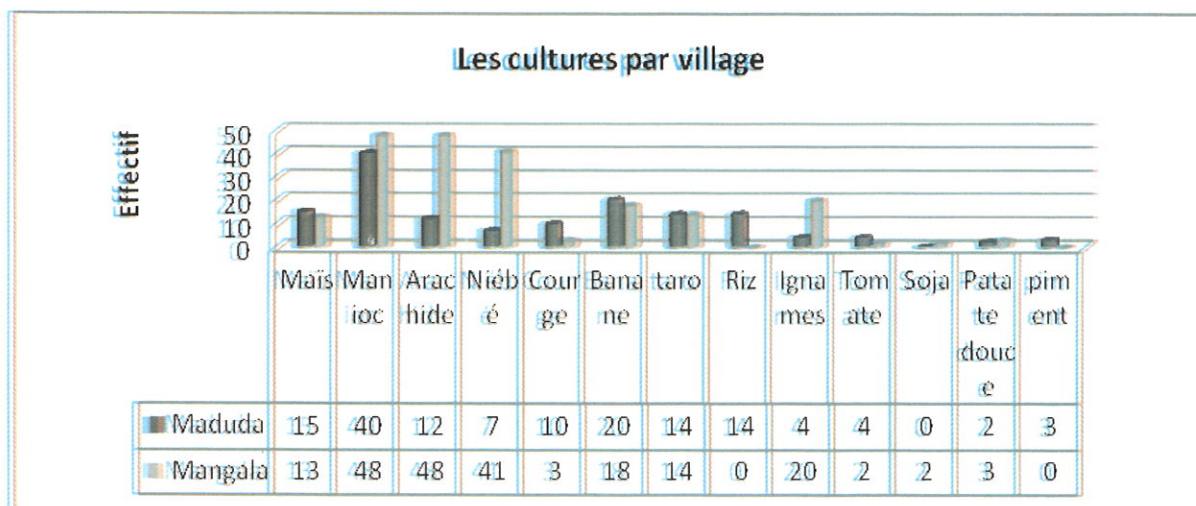
Savon de ménage	Morceaux et barres	--	100- 500
Banane	Régime	--	1500
Ignames	Tubercule	--	2000

Source : Enquête de terrain, février-mars 2014

b) Les cultures, les quantités vendues en 2013 par village et les recettes

➤ Les types de cultures

Les principales cultures sont par ordre d'importance celles qui sont présentées dans la figure 8 qui suit.



Source : Enquête terrain, février-mars 2014

Figure 9: Les cultures pratiquées par village

On observe que la culture du manioc est pratiquée tant par les femmes de Mangala que par celles de Maduda. Les cultures de l'arachide, du niébé et de l'igname dominent à Mangala et non à Maduda. Cette situation s'explique par le fait que la culture des arachides est nouvelle à Maduda, le niébé et l'igname selon les femmes de Maduda ont une faible productivité, d'où leur manque d'intérêt pour leur culture. Par contre, ces femmes se déploient dans la culture du riz et de la banane. Il s'agit du riz de bas-fond et de montagne qui dépendent uniquement des pluies au lieu d'être irrigué par les eaux de nombreux cours d'eau qui arrosent ce village.

Plusieurs cultures ont été pratiquées en 2013, mais les quantités vendues n'ont pas été signalées. C'est le cas par exemple du taro, du niébé. Cette situation peut être liée à un certain nombre de facteurs: les femmes ont vendus mais ne se souviennent pas des quantités dans la mesure où elles ne tiennent aucune comptabilité en raison de leur bas niveau d'étude

et de l'absence d'un encadrement; les productions sont faibles et tout est destiné à la consommation.

Le tableau 4 ci-dessous renseigne sur les quantités vendues de certaines cultures et les recettes. La détermination de la recette s'est faite par la formule,

$R = QV \times PV$. Avec R = Recettes, QV = Quantité Vendues et PV = Prix de Vente

Tableau 4: Quantité de produits agricoles vendues et les recettes en Fc en 2013 Par village

Produits Vendus	Maduda			Mangala		
	Effectif de femmes	Quantités Moyennes	Recettes Moyennes	Effectif de femmes	Quantités Moyennes	Recettes Moyennes
Arachide	0	0	0	16	152 Kg	48219
Bananes	1	10 régimes	15000	0	0	0
Chikwangues	16	2084 baguettes	212100	6	3607 baguettes	724000
Cossettes de manioc	1	36 Kg	15000	2	3068 Kg	1855000
Courges	1	30 verres	3000	0	0	0
Feuilles de manioc	4	600 bottes	60000	32	1546 bottes	81500
Ignames	0	0	0	2	143 tubercules	285000
Maïs	0	0	0	41	193,5 Kg	50810
Manioc roui	22	949 kg	377659	44	1138 Kg	282184
Niébé	1	35 verres	12000	2	25 verres	30000
Total	46		694759	145		3356713

Source : Enquête de terrain, février-mars 2014 ; calcul à partir du logiciel SPSS

Taux de change : 1 \$ US ≈ 900 Fc

Il ressort de ce tableau que les recettes moyennes issues de la vente des produits agricoles s'élèvent à 3 356 713 Fc soit environ 3730 \$ SU à Mangala et 694 759 Fc à peu près 772 \$ US à Maduda. Cette différence de vente s'explique par la rente de position que Mangala tire comparativement à Maduda, qui malgré sa traversé par la nationale n°12 est enclavé à cause du mauvais état de la route, par conséquent l'évacuation des produits est difficile.

Lorsqu'on applique le test de comparaison sur trois produits phares que sont la *chikwangue*, les feuilles de manioc et le manioc rouillé, il ressort ceci :

- La recette issue de la vente de la *chikwangue* à Mangala par 6 femmes est statistiquement différente de la vente du même produit à Maduda avec un P-value < 0,05 soit 0,003. Cette différence est liée au prix de vente de l'unité (100 Fc la baguette à Maduda contre 200 Fc à Mangala)
- la recette provenant de la vente des feuilles de manioc à Maduda n'est pas statistiquement différente de la vente à Mangala. Le P-value > 0,05 soit 0,400 signifie que la vente des feuilles de manioc par 4 femmes a coûté plus chère (100 Fc) que la vente à Mangala par 32 femmes (50 Fc). Cette situation serait due au fait que le commerce des feuilles de manioc à Maduda n'est pas assez développé comme à Mangala (raison pour laquelle peu de femmes sont concernées) où le prix d'achat est fixé par l'acheteuse de Boma.
- avec un P- Value > 0,05 soit 0,190, la recette tirée de la vente du manioc rouillé à Mangala par 44 femmes n'est pas statistiquement différente de la vente par 22 femmes de Maduda à Kinshasa. Ceci est dû à la vente en détail et de manière quotidienne à Mangala, au prix d'achat fixé dans chacun des villages par les intermédiaires.

III.3.1.2. Détermination de la rentabilité des activités à Maduda et Mangala

Il s'agit ici de voir ce que la femme gagne de la pratique de son activité après le retrait des différents coûts engagés. C'est à ce niveau qu'intervient également l'analyse Avantages/Coûts.

Méthode de calcul

Le calcul des avantages moyens annuels a permis de déterminer l'impact économique de l'activité pour la femme. Ce calcul a été rendu possible par la formule :

$$A = R - C ; \text{ avec } A = \text{Avantage} ; R = \text{Recettes} ; C = \text{Coûts}$$

Dans les coûts sont prises en compte le transport, la main d'œuvre employé, le coût d'accès à la terre, l'achat de matériel, la charge des intermédiaires, pour l'agriculture et même le prix d'achat de la marchandise lorsqu'il s'agit des femmes essentiellement commerçantes ainsi que les prix d'achat de la matière première pour les artisanes. Rappelons ici que dans les intermédiaires sont compris les chargeurs, le transporteur, l'Etat et les aides- vendeuses de manioc rouillé à Kinshasa et que dans la main d'œuvre sont incluses toutes les personnes employées et rémunérées dans l'agriculture.

Le tableau 5 ci-contre présente une analyse des avantages moyens annuels en Fc par activités et par villages.

Tableau 5: Analyse des avantages moyens annuels en Fc / activités / villages

Activités	Villages																	Total x avant ages
	Maduda								Mangala									
	Recettes moyennes	Coûts moyens de la main d'œuvre	Coûts moyens de transport	Coûts d'accès à la terre	Charge des intermédiaires	Achat de matériels/ Achat de la marchandise	Total des coûts	Avantages moyens	Recettes moyennes	Coûts moyens de la main d'œuvre	Coûts moyens de transport	Coûts d'accès à la terre	Charge des intermédiaires	Achat de matériels/ Achat de la marchandise	Total des coûts	Avantages moyens		
Agriculture	694759	34263	149307	250000	47347	5000	485917	208842	3356713	28657	0	2700000	0	11170	2739827	616886	825728	
Elevage	71143	0	0	0	0	0	0	71143	0	0	0	0	0	0	0	0	71143	
Artisanat	1350571	0		0	0	840000	840000	510571	1920000	0	0	0	0	1312000	1312000	608000	1118571	
Commerce	1156240	0	0	0	0	8776800	8776800	2785440	4785333	0	0	0	0	1344000	1344000	3441333	6226773	
PFNL	196500	0	0	0	0	5000	5000	191500	0	0	0	0	0	0	0	0	191500	
Carbonisation	345000			0	0	520000	520000	2930000	0	0	0	0	0	0	0	0	2930000	
Total	17325213	34263	149307	250000	47347	10146800	10627717	6697496	10062046	28657	0	2700000	0	2667170	5395827	4666219	11363715	

Source : Enquête de terrain, février-mars 2014 ; calcul à partir du logiciel SPSS

Taux de change : 1\$ US ≈ 900 Franc congolais

Il ressort du tableau 5 qu'à Maduda, les produits issus de l'ensemble des six activités ont été commercialisés pour un avantage moyen annuel de 6 697 496 Fc environ 7442\$ US en 2013. Par contre à Mangala, seuls les produits de trois activités ont connus une commercialisation. Dans ce village, elles ont procuré un avantage moyen annuel de 4 666 219 Fc qui est l'équivalent de 5185 \$ US. Cette différence ne signifie pas que les femmes de Maduda sont plus entreprenantes que celles de Mangala. Elle se justifie plutôt par le fait qu'à Maduda, les femmes ont encore accès à certaines ressources naturelles leur permettant de développer certaines activités.

En effet, à Mangala la non commercialisation des PFNL notamment le *Gnetum africanum* est un handicap. Ce qui veut dire que la dégradation des ressources naturelles et particulièrement celles de la forêt est un facteur de pauvreté ; bien que cette dernière soit également à la base de l'amenuisement des ressources naturelles. Egalement, même s'il n'a pas été signalé la pratique de la carbonisation par les femmes de Mangala, il n'est pas certain que tel soit effectivement le cas dans la mesure où l'information pourrait être dissimulée par ces dernières. Donc à valeur égale, les femmes de Maduda et de Mangala, entreprennent les mêmes activités.

Par ailleurs, pour l'ensemble des deux villages, le total annuel des avantages issus des activités féminines en 2013 est de 11 363 715 Fc soit à peu près 12 626 \$ US environ 6313 \$ US en moyenne pour chacun des villages. Il apparaît alors que, le commerce a été l'activité la plus rentable. Malgré le fait que Maduda bénéficie d'un marché qui se tient hebdomadairement, l'avantage tiré par la femme commerçante de Mangala a été légèrement supérieur à celui de son homologue de Maduda (3 441 333 Fc contre 2 785 440 Fc). Mais cette différence n'est pas forcément à prendre en considération dans la mesure où certains coûts non pas été pris en compte à cause du contrôle de l'activité par les époux. Le commerce est suivi de la carbonisation. Cependant, c'est une activité à proscrire car destructrice de la forêt.

L'artisanat vient en troisième position. Il a procuré un bénéfice de 1 118 571 Fc soit à peu près 621 \$US par village. Tout comme pour le commerce, il y subsiste des spécificités par village. Celles-ci se situent au niveau des types de produits fabriqués. Ainsi, la commercialisation du savon de ménage à Mangala octroie un avantage moyen de 608 000 Fc en 2013. Par contre à Maduda, l'artisanat fournit dans la même période une marge de 510 571 Fc. Dans ce dernier village, ce gain provient de la vente des paniers fabriqués à base de rotin et des vêtements de bébés. Or à Mangala, les paniers ne se fabriquent plus à cause de la rareté voire de l'absence de cette matière première dans la RBL. Une fois de plus, la disparition des

ressources forestières diminuent les possibilités d'emplois que peut accorder la nature et accentue la pauvreté féminine.

L'élevage pour lequel les produits ont été vendus uniquement à Maduda procure un avantage moyen annuel de 71 143 Fc. Aucun coût n'a été engagé pour sa pratique et seule une moyenne de 11 têtes d'animaux ont été vendues.

S'agissant de l'agriculture, il existe des contrastes entre les avantages obtenus par les femmes dans chacun des sites sous étude. En effet, elle apporte un gain annuel en 2013 de 208 842 Fc soit 232 \$US à Maduda et 616 886 Fc sensiblement égale à 685 \$US à Mangala. Le total pour cette activité est donc de 825 728 Fc environ 917,4\$US dans l'ensemble pour une moyenne de 459 \$US par village soit à peu près 5, 1 \$US par femme étant donné qu'elle concerne 90% de femmes de notre échantillon.

La faiblesse de l'avantage de l'agriculture est due aux différents coûts, notamment ceux liés à la production et ceux engagés pour le paiement des intermédiaires. En effet, les agricultrices suivent différents itinéraires commerciaux. A Mangala, elle est proche de l'acheteur. A Maduda, la recherche de la rentabilité sur le produit, la conduit à acheminer sa production jusqu'à Kinshasa. Une étude de cas de la production à la commercialisation d'un sac de manioc rouillé permet d'évaluer les différences par village. Les encadrés ci-dessous font un détail des situations.

Encadré 1 : Maduda

Prix de vente d'un sac	: 100 000 Fc
Accès à la terre (1 hectare)	= 25000 Fc
Main d'œuvre	= 15000 Fc
Chargeur 1	= 1000 Fc
Transporteur	= 27000 Fc
Chargeur 2	= 1800 Fc
Etat	= 500 Fc
Aide -vendeuses 10%	= 10000 Fc
Total	= 80 300 Fc
Avantage	= 19700 Fc

Encadré 2 : Mangala

Prix de vente d'un sac	: 27000 Fc
Accès à la terre (1 hectare)	= 90 000 Fc
Main d'œuvre	= 15000 Fc
Total	= 105 000 Fc
Avantage	= - 78 000 Fc

Il apparaît que la femme qui produit et commercialise son manioc rouillé à Mangala est déficitaire contrairement à celle de Maduda qui le commercialise à Kinshasa. Cependant, dans ce résultat, un biais peut subsister parce qu'une détermination de la quantité de manioc rouillé que produit un hectare de champ n'a pas été faite. Par ailleurs, en considérant la charge des intermédiaires qui interviennent dans l'acheminement et la commercialisation d'un sac de manioc rouillé à Maduda, il s'avère plutôt que la rente de position de Mangala lui est

favorable. C'est pour cette raison que le T-test appliqué aux avantages de l'agriculture dans les deux villages permet de voir une différence statistiquement significative et fait comprendre que l'agriculture a été plus rentable à Mangala qu'à Maduda ($P\text{-value} = 0,037$).

Ainsi, le déplacement à Kinshasa ne justifie pas toujours un gain monétaire. Les femmes considèrent la recette comme un avantage et n'évaluent pas les coûts. De ce fait, la proximité du marché permet de réduire les dépenses dans l'activité et de maximiser les profits. Ces profits peuvent être économiques et sociaux. Ainsi, pour la femme de Mangala, en dehors du gain monétaire, elle est moins exposée aux risques d'accident de circulation. Mais, la femme agricultrice de Maduda bénéficie de nouveaux contacts par ces multiples voyages. Ces contacts peuvent contribuer au développement de nouvelles stratégies commerciales et même l'amener à contourner certains intermédiaires ; ce qui peut être un facteur d'augmentation de la plus-value de son activité.

➤ L'analyse Avantages/Coûts

Si on ne s'en tient qu'au total annuel des avantages, on pourrait conclure que les activités menées par les femmes de Maduda et de Mangala sont d'une grande rentabilité. Or lorsqu'on n'y applique l'analyse avantages/coûts = $\frac{\sum \text{Avantages}}{\sum \text{Coûts}}$, on obtient 0,709\$ US en 2013. Alors on comprend que leurs activités sont à faible rentabilité financière et seule une très faible proportion de femme réussit à tirer son épingle du jeu. Cependant, il peut y avoir un biais dans ce résultat dans la mesure où les femmes ne tiennent pas de comptabilité et, dans l'agriculture, la récolte se fait parfois sur toute l'année.

Si malgré cette faible rentabilité, ces femmes persistent dans la pratique de leur activité, cela voudrait dire qu'elles y tirent d'autres intérêts qui ne sont pas forcément en terme monétaire. Mais qui peuvent être sociaux. En effet, leurs activités se pratiquent dans le contexte d'une économie de subsistance. Les ménages consomment plus qu'elles ne commercialisent ce qui est un avantage social observable sur le terrain. Outre ce fait, s'investir dans une activité ou un travail, éloigne l'ennui et permet d'avoir une considération sociale au sein de la société à laquelle on appartient.

Néanmoins, étant donné qu'on parle de l'entrepreneuriat, il faut savoir ce qui reste de leurs bénéfices après qu'elles aient répondu aux besoins de leurs ménages et qu'elle en est l'affectation.

III.3.2. L'impact social de la pratique des activités féminines

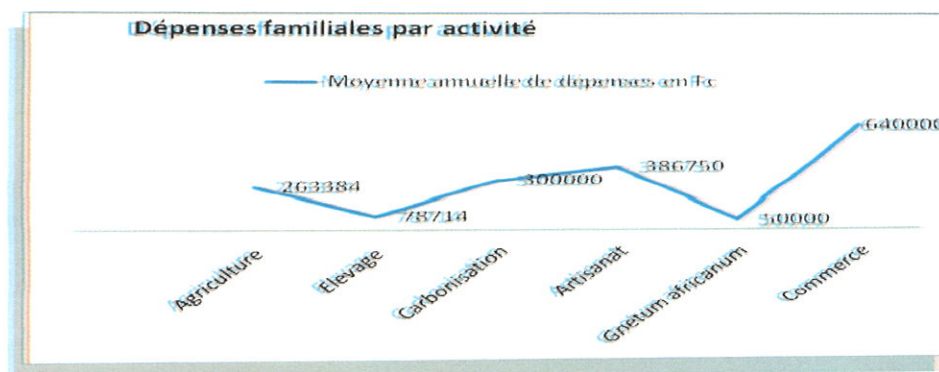
Cette partie tente d'analyser le niveau de contribution des femmes aux charges de leurs ménages. Quel bénéfice elles en tirent et à quoi est-il affecté?

III.3.2.1. La contribution de la femme aux charges de son ménage

La satisfaction des besoins primaires est une condition principale de détermination du niveau de développement ou de bien être au sein d'une famille ou d'une communauté. Dans la forêt du Mayombe et principalement à Maduda et Mangala, ces besoins primaires représentent les différentes charges au sein d'un ménage. Ce sont des besoins en nourriture, vêtement, santé, éducation et logement. Dans le cas de cette étude, seuls sont concernés les quatre premières charges. Il était donc question de voir la contribution de la femme à ces différentes charges dans son ménage après la réalisation de son activité.

Il est à retenir que le calcul des dépenses de santé en milieu rural est un domaine assez complexe étant donné que les habitants de ces zones suivent différents itinéraires thérapeutiques en cas de maladie. Néanmoins, c'est un aspect à prendre en compte dans la détermination de la satisfaction des besoins d'un individu qui n'est pas à négliger. Ainsi, pour y arriver, nous avons cherché à connaître pour l'année passées, c'est-à-dire l'année 2013 les maladies vécues dans les ménages, ce que cela a coûté à la femme. Cette complexité s'observe aussi pour les dépenses liées à l'alimentation et à l'achat des vêtements. S'agissant de ces charges familiales, aucun montant n'a été évoqué par les femmes dans la mesure où ces dépenses se font de manière quotidienne et aucun budget n'est établi au départ pour l'en assurer.

Sur les 100 femmes enquêtées, 88 % ont contribué à une partie des charges de leurs ménages. Par contre, pour 12 %, soit leur activité ne leur a pas permis d'en faire autant, ou bien elles ont contribué mais ne se souviennent pas à hauteur de combien. La moyenne annuelle de dépenses effectuées par ces femmes s'élève à 1 679 849 Fc soit environ 1866 \$US. La figure 9 représente les détails par activité.



Source : Enquête de terrain, février-mars 2014

Figure 10: Dépenses familiales par activité

Parmi les femmes ayant pris en charge une partie des dépenses de leurs familles en 2013, les femmes commerçantes viennent en tête de liste avec 640 000 Fc soit environ 711 \$ US pour 4 femmes ayant émis leurs avis. On comprend que le commerce qui produit plus d'avantage que d'autres activités, permet à la femme de mieux participer aux charges de sa famille. Les femmes commerçantes sont suivies des femmes artisanes et de celles qui font la carbonisation.

La femme agricultrice qui ne dispose que d'un avantage moyen annuel de 459 \$ US a fait une dépense de 263 384 Fc qui est l'équivalent de 293 \$ US. Celle qui a vendu le produit de son élevage à 71 143 Fc l'a entièrement investi dans les besoins familiaux et a fait recours à d'autres sources de revenus pour combler les déficits, car sa dépense s'élève à 78 714 Fc. Ce qui permet de déduire que le produit de l'élevage a été vendu dans le souci de répondre à une urgence au sein de la famille. Celles qui font la cueillette et la commercialisation du *Fumbwa* ont fait pour leurs familles des débours d'environ 50 000 Fc soit 45 \$ US avec une marge moyenne annuelle de 106 \$ US. Mais, c'est une activité qui souffre de la rareté du produit.

Si on considère les charges des commerçantes et des artisanes, on peut penser que sur le plan social les femmes sont épanouies. Or, on ne doit pas perdre de vue que ces catégories de femmes ne sont pas les plus nombreuses. De plus, la moyenne des frais effectués est de 21 \$US par femme en 2013. Cette faible prise en charge de la famille traduit les difficultés de la femme pour la satisfaction des besoins de son ménage où elle est gestionnaire.

III.3.2.2. Les économies réalisées par la femme

Le plus souvent dans les ménages, les femmes disposent parfois de petites économies en prévision d'un quelconque problème. Dans nos enquêtes, seulement 10 femmes ont réussi

à faire des épargnes mensuelles des avantages tirés de leurs activités. Le tableau 6 ci-dessous présente la répartition de ces économies moyennes par activité et par village.

Tableau 6: Moyennes mensuelles des épargnes des femmes de Mangala et de Maduda par activités (en \$US)

Activités	Maduda	Mangala	Total
	Moyennes mensuelles de l'épargne	Moyennes mensuelles de l'épargne	
Agriculture	0	0	0
Elevage	0	0	0
Artisanat	27	100	127
Commerce	110	150	260
Carbonisation	0	0	0
Collecte et commercialisation du <i>Gnetum africanum</i>	10	0	10
Total	147	250	397

Source : Enquête de terrain, février-mars 2014

Le total des économies mensuelles réalisées par les femmes de Maduda et de Mangala en 2013 s'élève à 397 \$ US soit une moyenne de 2382 \$ US par village pour toute l'année. Il ressort de ce tableau que les femmes qui ont fait des économies mensuelles en 2013 sont principalement les femmes commerçantes, artisanes et viennent enfin les femmes cueilleuses et vendeuses de *Fumbwa*. Ni l'agriculture, ni la carbonisation, ni l'élevage n'ont permis de réaliser une économie. Cette faible proportion de femmes ayant déclaré leurs épargnes mensuelles que nous avons obtenu lors de nos enquêtes pourrait trouver son explication dans la réserve émise à ce sujet par certaines femmes ou bien tout simplement parce qu'effectivement leurs activités ne leur permet pas du tout de se constituer une épargne, étant donné qu'elles sont des activités de subsistance. Cependant, le cas de l'élevage se comprend aisément parce que la pratique de l'activité n'est pas prioritairement pour la commercialisation.

Le tableau laisse aussi apparaître que les économies réalisées par les femmes de Maduda ont été légèrement un peu plus faibles que celles des femmes de Mangala. Cette différence s'explique non pas seulement par le type d'activité ayant procuré l'avantage, mais bien plus par le fait que qu'à l'intérieur de ces activités, il y a une variété de types de produits dont le prix de vente de unité est faible ce qui ne permet pas de constituer une épargne consistante. C'est le cas de l'artisanat par exemple à Maduda avec la fabrication des paniers, de la collecte et la commercialisation du *Gnetum africanum* qui ne donne que très peu de bénéfice aux femmes qui la pratique.

Les économies réalisées ont diverses destinations. Ainsi, la cueilleuse de *Fumbwa* à économiser pour le paiement de la main d'œuvre agricole et des frais scolaires. L'artisane qui fabrique des paniers l'a fait dans le but d'investir dans l'agriculture. Par contre, celles qui fabriquent du savon de ménage et les vêtements pour bébé ont fait l'économie pour l'achat de la matière première. Mais, la femme commerçante a pu s'acheter une parcelle de terre, des tôles, a pu se constituer un stock de produits agricoles qui est à commercialiser à la frontière avec la République du Congo et l'Angola. Ainsi, en se basant sur le cas du commerce, on s'aperçoit que lorsque l'avantage tiré de la pratique d'une activité par une femme est considérable, cela redynamise l'esprit entrepreneurial par le développement des innovations et la saisie de nouvelles opportunités d'affaires.

Cependant, vue le rapport de dis-proportionnalité qui existe entre le nombre de femmes qui ont produit et vendu les récoltes de leurs activités, au regard de leur niveau contribution dans les ménages et de la faiblesse de leurs économies, il se dégage que l'activité de la femme se limite à sa seule survie.

III.4. Les entraves à l'exercice des activités féminines à Maduda et Mangala

Plusieurs difficultés expliquent la faiblesse des avantages que les femmes de la forêt du Mayombe et particulièrement celles de Maduda et de Mangala tirent de leurs activités. Ces obstacles sont à la fois liés aux facteurs socioculturels, au manque d'encadrement et de financements sans oublier, l'environnement incitatif, les infrastructures, le facteur psychologique.



Figure 11 : Les obstacles autour des activités féminines

III.4.1. Les entraves socioculturelles

Sur le plan socioculturel, les femmes de la forêt du Mayombe sont confrontées à trois principales entraves: celles liées à la propriété foncière, celles liées à l'éducation et au blocage d'ordre psychologique.

a) Les entraves liées à la propriété foncière

L'accès à la propriété foncière est un problème majeur auxquels sont confrontées les femmes de la forêt du Mayombe et particulièrement celles de Maduda et de Mangala. Cette situation tient à leur statut social et aux considérations socioculturelles. Dans la mesure où elles se trouvent dans une société matrilineaire au sein de laquelle la femme a rarement accès à la terre par héritage. On observe dans certains cas que les femmes paient lourdement l'accès à la terre, principal facteur de production dont le prix de l'hectare varie entre 25000 Fc à Maduda et 90000 Fc à Mangala. En 2013, pour 50 femmes interrogées à Mangala, l'accès à cette ressource naturelle a coûté en moyenne 2 700 000 Fc. soit 3000 \$US.

Vue de la sorte, un coût élevé de l'accès à la propriété foncière, peut être à l'origine d'un découragement de la part des femmes compte tenu de la pauvreté ambiante. Il contribue aussi à la réduction des capacités de production, notamment par la faiblesse des superficies cultivées ayant pour corollaire la faiblesse des quantités vendues et des profits. Ce coût augmente aussi les charges liées à la production, contribuant à la diminution des avantages que la femme tire de son activité.

En dehors de cela, la location de l'hectare de terre se fait pour une durée déterminée de deux ans. Ce qui permet de déduire que la femme est sans cesse dans une quête permanente de la terre à cultiver. De plus il est interdit aux usufruitiers de planter des cultures pérennes sur des terres louées; ce qui est une limitation pour la diversification des types de cultures par les femmes. Ainsi, toutes stratégies de gestion durable des ressources forestières; notamment celles axées sur le reboisement et l'agroforesterie, devrait tenir compte de cet aspect du foncier.

b) Un niveau d'éducation bas

Toujours au plan socioculturel, le niveau d'instruction de la femme de Maduda et de Mangala est généralement bas. Dans nos enquêtes, certaines femmes interrogées se plaignent du fait qu'elles sont trompées par les aides-vendeuses, qu'elles subissent aussi des chantages de la part des commerçantes. Elles expliquent aussi qu'elles se trompent dans les calculs économiques et imputent cela à leur bas niveau d'éducation.

c) Entraves d'ordre psychologiques

Cet obstacle n'est pas à négliger. En effet, le plus souvent les femmes de Maduda et de Mangala se sous-estiment, manquent de confiance en elles et trouvent qu'elles ne peuvent se contenter que de ce qu'elles disposent sans pour autant en faire mieux. Ce problème diminue leur capacité à adopter des innovations et à saisir de nouvelles opportunités.

III.4.2. Les entraves liées à l'accès l'encadrement et au manque de financement

Cet obstacle se décline en deux aspects : l'encadrement des activités féminines et l'accès au financement.

a) Le problème de l'encadrement des activités des femmes

Les effets signalés par les femmes et qui traduisent l'insuffisance voire l'absence de l'encadrement apportée aux activités féminines sont:

Sur le plan agricole, la perte de la fertilité des sols, l'attaque des plantes par des maladies, des retards de croissance, l'absence des variétés améliorées, l'insuffisance de matériel de travail, la destruction des cultures par les animaux en divagation. Cette absence de niveau d'encadrement n'a pas permis de mettre en place des mécanismes d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique avec tout ce que cela comporte comme risque sur les activités agricoles.

Pour ce qui est de l'élevage, les bêtes sont en divagation, occasionnent des pertes de cultures par leur destruction et des conflits entre les membres de la communauté. Outre cela, les animaux sont confrontés aux maladies comme la peste porcine et aviaire. Ce dernier facteur justifie le fait que seul 18 % de femmes à Mangala (contre 82 % à Maduda) ont déclaré la pratique de l'élevage comme activité secondaire.

L'artisanat, tout comme l'agriculture et l'élevage, ne bénéficie d'aucun un encadrement. Pourtant il apporte un supplément de revenus aux femmes qui la pratique. Or, les femmes ont besoin de formation pour améliorer la qualité de leurs produits et de débouchés pour les écouler.

b) Le problème de financement

Pour 100 femmes interrogées, seules 7% ont bénéficié des aides pour leur activité. Il s'agit particulièrement des agricultrices. Le tableau7 renseigne sur les origines et les natures de celles-ci.

Tableau 7 : Origines et nature des aides agricoles à Maduda et Mangala

Origines de l'aide	Maduda		Mangala	
	Effectif	Nature	Effectif	Nature
Famille	6	Financière Matérielle	0	
Association	0		1	Financière Matérielle
Total	6		1	

Source : Enquête de terrain, février-mars 2014

Il apparaît dans le tableau que les aides agricoles sont le plus souvent matérielles et/ou financières. Lorsqu'elles sont matérielles, ce sont des houes, des machettes et parfois de semences. Lorsqu'elle est financière, le montant varie entre 3000 et 15000 Franc congolais à Maduda et 168000 Franc congolais à Mangala.

Les principales sources de ces différentes aides sont la famille à Maduda et l'association à Mangala. En effet, à Maduda, c'est soit le mari, soit un fils, un frère ou bien un pasteur d'une l'église qui a eu à financer l'activité des femmes en 2013. Le dernier cas concerne surtout la femme qui assume des responsabilités dans son église. Par contre à Mangala, c'est une aide issue du financement d'un projet en 2006 au sein de l'Association Paysanne de Mangala (APMAN) confère annexe 4. L'écart entre le nombre de femmes ayant reçu une aide provenant de la famille à Maduda par rapport à Mangala ou aucune aide familiale n'a été évoquée, ne témoigne pas d'une insuffisance de la solidarité des familles à Mangala. Ces aides sont ponctuelles. Donc, il peut aussi arriver qu'il y ait des années à Maduda où la famille n'apporte aucun un appui à l'activité agricole.

Cependant, pour celles qui n'ont pas reçu d'aide, qui constituent la majorité dans notre population, elles font recours à usage du revenu issu d'une autre activité ou bien de la même activité (vente de produit agricole notamment le manioc rouillé), vente d'un vêtement que l'on a jamais porté, notamment un pagne ou bien d'une petite économie qui a été réalisée à la suite de la pratique d'une activité et même à l'emprunt.

Le problème de l'encadrement et de financement des activités témoigne du fait que, les femmes de Maduda et de Mangala ne bénéficient pas d'un environnement incitatif destiné à promouvoir leur entrepreneuriat. Pourtant, cela permettrait une meilleure gestion des ressources de la forêt du Mayombe. Est entendu par environnement incitatif, une politique étatique en matière de développement par des micros financements et des micros crédits, une

législation en la matière, des voyages d'étude et d'échange. Alors que les micros finances sont de grands pourvoyeurs de capitaux en milieu rural. Les implications sont: l'usage des techniques agricoles peu appropriées, la faiblesse des quantités vendues, les difficultés dans l'écoulement de leurs productions avec les charges supplémentaires à payer aux les intermédiaires ; ce qui induit comme conséquence des pertes et la diminution des avantages, leur faible niveau de contribution aux charges de leur ménage, ainsi que la faiblesse de leur épargne mensuelle.

III.4.3. Les entraves d'ordre infrastructurel

L'un des problèmes majeurs est le manque d'infrastructures socioéconomiques dont principalement le transport. Ce dernier se pose avec acuité en termes de voie et de moyen de communication. La conséquence étant les tracasseries routières par des voyages qui durent plusieurs jours, les destructions des denrées périssables, des coûts de transport exorbitants à payer. Ce problème est d'autant plus important que les femmes ont signalé qu'elles ne parviennent pas à vendre l'essentiel de leur production tout simplement parce qu'elles ne savent porter d'importantes quantités à dos et ce dans un panier, sur de longues distances et parfois sur des routes au relief à forte pente. Ainsi, au plus une fois la semaine, certaines femmes ne vendent qu'un seul régime de banane alors qu'elles en produisent plus.

Au total, ces différents obstacles sont des facteurs limitatifs contribuant à la réduction des capacités entrepreneuriales des femmes de la forêt du Mayombe, accentuant par ce fait leur dépendance vis-à-vis des ressources forestières. Dans ce contexte, comment promouvoir l'entrepreneuriat de ces femmes et permettre leur participation à la gestion durable de la forêt? Afin de répondre à cette question, il est d'une nécessité de répertorier d'abord les forces existantes, les faiblesses, les opportunités que l'on peut saisir et les menaces qu'une telle action peut encourir.



Tshéla, Matadi, Kinshasa et même Cabinda en Angola et Pointe Noire au Congo Brazzaville qui sont des débouchés pour les productions ; - La situation frontalière avec l'Angola et la République du Congo pouvant faire l'objet d'un commerce transfrontalier des produits ;	- Absence de concertation entre les multiples intervenants dans différents projets ayant le plus souvent les mêmes objectifs pouvant entraîner des conflits d'intervention et l'embrouille des femmes ; - Absence d'un appui technique à la formation et à la transformation des produits ; - Une faible implication des ministères de l'agriculture, de l'environnement, de l'économie et de la femme et genre dans les activités féminines ; - Non existence de structures de micros financements des activités de femmes ; - Absence d'un appui technique à la formation et à la transformation des produits ; - Insuffisance des moyens de transport.
--	--

CHAPITRE IV- DISCUSSION

Ce chapitre revisite les différents résultats et les confrontent aux hypothèses émises au départ pour voir si elles se confirment ou s'infirment, ainsi qu'aux résultats des études antérieures dans la zone ou ailleurs. Quatre hypothèses ont été formulées.

Les activités des femmes de la forêt du Mayombe sont axées principalement sur l'agriculture, la collecte des produits forestiers non ligneux et ligneux, l'élevage, l'artisanat et le commerce.

Les habitants des milieux forestiers développent diverses activités destinées à leur survie. L'étude de cas effectuée sur les femmes de Mangala riveraines de la Réserve de Biosphère de Luki et les femmes de Maduda montre que, les conditions écologiques de la forêt du Mayombe leur permettent de réaliser plusieurs activités. Celles-ci font l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la collecte des PFNL, du bois de chauffe. Elles pratiquent aussi la carbonisation et le commerce.

Cependant, les techniques utilisées dans l'agriculture, la récolte des PFNL et la pratique de la carbonisation ont conduit probablement à la modification du micro climat au niveau de la RBL, d'où la rareté voire même la disparition de certaines plantes compromettant par exemple la pratique d'un artisanat basé sur l'usage du rotin, la collecte du *Gnetum africanum*, des feuilles de marantacées dans le village Mangala. Outre cela, les pratiques culturelles sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur le sol. Or, une étude effectuée en 2005 sur la place des PFNL dans l'aménagement durable de la RBL, prouvait plutôt que le *Gnetum africanum* était le produit le plus récolté de la réserve au regard de l'importance commerciale dans les centres urbains proches de la Réserve. Par ailleurs, elle montrait un fort usage du rotin par les populations riveraines de cette Réserve (Toirambe, 2005 : 16-38). Malgré que cette étude portait sur l'ensemble des populations et non spécifiquement sur les femmes, malgré que Mangala n'était pas le seul village concerné par cette recherche, la différence de résultat obtenue 10 années plus tard témoigne d'une forte pression sur les ressources naturelles de la RBL.

La situation dans le village Maduda n'est pas différente dans ce sens que les mêmes pratiques y ont cours et certaines lacunes s'observent dans la disponibilité des ressources forestières. Pourtant, les femmes constituent les premières utilisatrices de la forêt. Ce qui veut dire que sa disparition est un facteur pouvant contribuer à l'accentuation de la vulnérabilité

socioéconomique de la femme par la réduction des possibilités de réalisation des activités, quoiqu'il en soit la pauvreté soit également en amont de la dégradation des ressources forestières.

En dehors des pratiques peu commodes qui impactent sur les ressources qu'offrent la forêt aux femmes et occasionnent des effets négatifs sur certaines activités, on a l'élevage qui n'a aucune conséquence néfaste sur la forêt. Celui-ci se fait de façon traditionnelle, et son produit est considéré comme une épargne dont la gestion est de l'apanage du mari. Ces résultats corroborent FAO (2010 : 8-10) au Tchad, qui montre que dans le milieu forestier tchadien, le cheptel de bétail le plus important appartient aux maris et que la femme n'y possède qu'un à trois bœufs ou chèvre, trois à cinq volailles. Or, le développement d'un élevage dans la forêt du Mayombe dans lequel la femme est fortement impliquée contribuerait à diversifier les sources de revenus.

Dans ces activités on note l'intervention de divers acteurs et celles-ci ne se font pas en association.

L'identification des membres des familles, notamment des enfants et des maris, des intermédiaires, confirme l'intervention des acteurs dans les activités féminines dans la forêt du Mayombe. Mais, on note une intervention insuffisante de l'Etat. Pourtant, celui-ci est sensé en être l'acteur principal à travers un encadrement qu'il aurait pu donner aux femmes. Cette situation explique certainement l'usage des techniques peu commodes par ces dernières qui sont à l'origine de l'amenuisement des ressources de la forêt et même de la pauvreté de la femme.

Cependant, les intermédiaires sont pour la plupart des pré-payeurs : ils détiennent de ce fait le monopole de l'activité pour laquelle ils sont les seuls à décider des flux monétaires chez les femmes productrices et à maîtriser les rouages du marché. Ce monopole dont jouissent ces acteurs est un problème entravant l'optimisation de l'activité chez les femmes, créant par là un flou dont ceux-ci se servent pour les spolier (Nlend V, 2007 : 98).

Hormis les pré-payeurs, la recherche de la rentabilité conduit les femmes de Maduda à Kinshasa, c'est-à-dire à des centaines de kilomètres du village pour la vente de leurs produits. Cet état des choses induit une fois de plus des coûts supplémentaires que les femmes doivent supporter. La conséquence étant probablement la réduction de son profit et même le découragement pour la pratique de l'activité. Ce qui peut d'ailleurs justifier que 22 femmes de Maduda sur 50 ont vendu leurs produits à Kinshasa, alors que 44 femmes sur 50 à Mangala qui les ont vendus sur place, car ce village bénéficie d'une rente position qui lui est plutôt favorable.

Le fait que les femmes mènent leurs activités au sein de petits regroupements féminins ayant pour but l'union des forces physiques pour certaines tâches ainsi que le souci sécuritaire, ne fait pas dire que leurs activités se font en association bien que cela pouvait être considéré comme un embryon de la structuration que l'on peut capitaliser. Pourtant, les associations féminines sont des structures d'encadrement d'abord par les femmes elles-mêmes, à travers les échanges d'idées. Elles permettent l'accès à divers services de façon groupée pour un bon nombre de personnes et ce dans des temps limités. Une organisation de ces femmes en association permanente et structurée avec des mécanismes d'épargne sous forme de tontine se présenterait comme un moyen d'investissement et accroîtrait l'importance économique de l'activité (NlendV, 2007 : 111), ce qui est un facteur de développement de l'esprit entrepreneurial. Hormis cela, les innovations en faveur de la conservation des ressources forestières seront mieux diffusées et ce à une large échelle.

Ces activités se limitent à la seule survie.

En effet, lorsqu'on met en relation l'état des lieux des activités, le fonctionnement, et le gain à partir du rapport avantage obtenu de la pratique de l'activité sur les coûts d'investissement, il est perceptible que les activités féminines dans la forêt du Mayombe sont à faible rentabilité financière avec seulement 0,709 \$ US en 2013. Les explications de cette faible rentabilité se trouvent dans l'importance des charges liées à la production et aux intermédiaires impliqués dans la chaîne de commercialisation. Egalement, le faible encadrement de l'Etat favorise l'adoption des pratiques ne pouvant pas contribuer à la maximisation des bénéfices de l'activité. Or, dans le milieu forestier soudano-sahélien, avec l'existence des programmes nationaux d'aménagement forestier, les activités des femmes contribuent pour 40,17% de leur revenu (Nianogo et *al.* Sd: 175). Par ailleurs, la non constitution en associations des femmes de Maduda et de Mangala limite leur possibilité d'autofinancement et d'échanges d'expériences.

La modicité de ces avantages réduit l'apport de ces dernières dans leurs ménages. Ce qui les empêche de devenir des bailleurs de fonds au sein de leur famille (Nlend V, 2007: 117). Il est aussi perceptible que la petitesse de l'avantage réduit les capacités entrepreneuriales. De plus, étant donné que les charges familiales de ces femmes ont coûté dans l'ensemble 1 866 \$ US en 2013, l'épargne moyen annuel de 2 382\$ US pour seulement 10 % de femmes, et l'avantage moyen annuel de 6 313 \$ US dans la même période, en mettant en réserve le fait que certaines épargnes n'ont pas été signalées, on peut effectivement se rendre compte qu'il y a une différence dont la destination demeure inconnue. Néanmoins,

on peut les imputer aux dépenses de l'alimentation dans la mesure où les femmes ne s'en souviennent pas faute d'une budgétisation au départ. Alors, on comprend dès lors que, dans le contexte d'une économie de subsistance, il se réalise que tout ce que la femme tire de son travail est destiné à l'usage domestique. Pour cela les activités des femmes de la forêt du Mayombe se limitent à leur seule survie. Leur avantage est beaucoup plus social que monétaire. Mais, lorsqu'on parle de l'entrepreneuriat, l'avantage monétaire doit également avoir une place de choix, car il permet le développement voire même la diversification de l'activité économique.

Les difficultés rencontrées par les femmes de la forêt du Mayombe dans leur activité ne sont pas seulement d'ordre social, culturel et financier.

D'une manière holistique, l'analyse des liens entre l'état des lieux des activités des femmes, leurs fonctionnements et les revenus qu'elles y tirent, permet d'identifier plusieurs entraves à l'instar de l'accès aux facteurs de production que sont les ressources naturelles, notamment la terre et les PFNL, du niveau d'éducation relativement bas, de la sous-estimation de la femme par elle-même, des contraintes infrastructurelles, du faible niveau d'encadrement et de financements.

Etant donné que l'objectif de l'entrepreneuriat en économie est la création des valeurs pour une satisfaction des besoins sociaux, les entraves se présentent comme des freins à la maximisation des profits de l'activité à travers la limitation des possibilités d'accroissement de la production et partant, des quantités vendues. Par ailleurs, l'esprit entrepreneurial chez les femmes est réduit dans la mesure où elles ne possèdent pas de registre de compte, par conséquent, n'évaluent pas les dépenses engagées dans l'activité. Dans le contexte d'économie de subsistance, la dépendance des femmes vis-à-vis des ressources forestières à la recherche de la ration quotidienne se perpétue.

Ce résultat confirme ceux de la FAO (2010: 14) dans le milieu forestier tchadien où elle explique que, la faiblesse des productions agricoles chez les femmes est liée à leur difficulté d'accès à la terre ; car on ne leur octroie le plus souvent que des champs pauvres pour lesquels elles sont confrontées à leur dégradation. Outre cela, le bas niveau d'étude des femmes évoqué aussi en milieu forestier libérien par Weah (2012: 4) justifie leur restriction d'accès à la formation et à l'information. En RDC, le poids des pesanteurs socioculturelles, la faiblesse du cadre institutionnel et des ressources matérielles et financières ainsi que la sous-estimation de la femme par elle-même sont des goulots d'étranglement à l'exercice des activités économiques par les femmes (RDC, 2008 : 14-17).

CONCLUSION, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

CONCLUSION GENERALE

Les femmes constituent l'essentielle des pauvres dans les zones rurales en République Démocratique du Congo. En milieu forestier du Mayombe, il existe un lien étroit entre ces dernières et les ressources forestières. Elles y tirent leur subsistance quotidienne et celle de leur famille par le moyen de diverses activités, ce qui contribue à la dégradation de la forêt.

La question principale dans cette étude était : comment promouvoir l'entrepreneuriat de ces femmes en vue de leur pleine participation à la conservation des ressources forestières ? Le travail visait à faire un état des lieux de ces activités, à y identifier les acteurs et le caractère associatif, à déterminer leurs impacts socioéconomiques ainsi que les entraves qui se dressent à l'exercice desdites activités.

Par l'usage des méthodes participative, descriptive, analytique et comparative et suite à la vérification des hypothèses, nous arrivons à la conclusion selon laquelle : les activités entreprises par les femmes à la forêt du Mayombe sont plurielles. Elles bénéficient d'un encadrement insuffisant de la part des acteurs étatiques et des organisations non gouvernementales en place. Les membres des familles exercent un poids sur les activités féminines à travers leurs contrôles, des intermédiaires interviennent dans ces activités et les femmes ne sont pas formées en association.

Le corollaire est la faible rentabilité de ces activités car l'analyse avantages/coûts permet d'avoir seulement 0,709 \$ US en 2013. L'implication étant la médiocrité de leur niveau de contribution aux charges de leurs ménages avec seulement 21 \$ US par femme en 2013 ainsi que la petitesse de leurs épargnes mensuelles pour laquelle seulement 10 % de femmes l'ont réalisé, réduisant de ce fait leur capacité entrepreneuriale.

En outre, des blocages socioculturels, financier, d'encadrement, infrastructurel sont également des facteurs limitatifs de l'entrepreneuriat des femmes à la forêt du Mayombe dont la conséquence est la forte dépendance de ces dernières vis-à-vis de la forêt, d'où sa dégradation.

RECOMMANDATIONS

En vue de contribuer à la promotion de l'entrepreneuriat des femmes pour une participation à la conservation des ressources de la forêt dans le Mayombe, nous recommandons un modèle entrepreneurial associatif. Pour que ce soit, il doit regrouper les

activités de financement, d'encadrement, de restauration des ressources forestières et alternatives avec un partenariat entre les différents acteurs. Ainsi,

Pour la FMMC

- L'encadrement des femmes par le renforcement de leurs capacités d'interventions techniques et financières en vue d'assurer l'appropriation et la pérennité des actions entreprises ainsi que la gestion durable de la forêt ;
- La mise sur pied de structure de micro-financement de proximité aux taux d'intérêt bas en tenant en compte par exemple du caractère saisonnier des produits agricoles ;
- La recherche des débouchés pour les productions des femmes et l'établissement d'un service de communication de l'évolution des prix sur les marchés ;
- L'apprentissage à la tenue d'une comptabilité et l'élaboration d'un plan de développement communautaire ;
- L'organisation des visites d'échanges d'expérience en vue de stimuler l'esprit d'entreprise et d'innovation ;
- L'organisation de mini foire exposition annuelle en vue de stimuler la compétitivité;
- La diversification des sources de revenus par le développement des activités alternatives dont quelques unes sont: l'élevage amélioré intégré à l'agriculture, l'artisanat, la culture et la commercialisation des champignons notamment les espèces locales, la culture du *Gnetum africanum* en jardin de case et du rotin, la confection de l'amidon à base de manioc, la transformation et conditionnement de feuille de manioc, culture et conditionnement de riz, fabrication de four amélioré à base d'argile.

Pour les femmes

- Le regroupement en association avec des groupes aux initiatives communes spécialisés dans les productions spécifiques ainsi que l'élaboration d'un système de tontine dans lesdites associations ;
- Un effort de sédentarisation de l'agriculture;
- Un effort d'innovation, d'expérimentation, de concertation et de réflexion collective même autour des activités à caractère individuel ;
- L'ouverture d'un compte d'épargne dans une institution financière fiable pouvant permettre de financer les activités ;
- La diffusion des innovations et des informations reçues de la FMMC;
- La constitution d'un comité de suivi et d'évaluation des activités collectives et individuelles;